



FENOP INFO

Le magazine du monde rural burkinabé

Fédération Nationale des Organisations Paysannes
09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso - Tél : (226) 50 38 26 29
Email : fenop@cenatrin.bf - Site : www.fenop.org

SOMMAIRE



Edito : Transition politique :
et l'agriculture dans tout
ça ? 1

AIAF 2014, Une année pour
l'Agriculture Familiale 2

Tenkodogo à l'heure de
l'agriculture familiale 4

Riz local : hausse du prix
d'achat au producteur 5

Visite de la ferme ecole agro-
écologique de l'APAD 6



N° 20 de Octobre - Novembre - Décembre 2014

EDITO : TRANSITION POLITIQUE : ET L'AGRICULTURE DANS TOUT ÇA ?

L'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 a mis fin au régime Compaoré. Depuis lors, le pays est entré dans une transition politique qui normalement ne devrait pas dépasser un an. Les autorités de la transition ont annoncé leur volonté de mettre fin à un certain nombre de pratiques et de jeter les bases d'un Burkina nouveau. Les attentes sont grandes dans tous les secteurs d'activités et l'agriculture, surtout ses acteurs, ne veut pas être en reste de cette vague de changement.

Mais déjà, les nouvelles autorités ont donné un signal fort concernant le monde rural en général, à travers la composition du gouvernement avec la création du ministère **Agriculture, Ressources hydrauliques, Assainissement et Sécurité alimentaire**. Ce département s'agrandit des



ressources hydrauliques et de l'assainissement. Une approche qui se veut plus cohérente et pragmatique quand on sait que le défi de notre agriculture est la maîtrise de l'eau pour nourrir la population en toute saison.

Cela dit, on ne sait pas si en un an, ce département va lancer de grands travaux et aura le temps de prendre ses marques. Attendons plutôt de voir ses actions concrètes pour la campagne 2015/2016. Le régime Compaoré s'était résolu à soutenir la production, en mettant en place des intrants et en facilitant l'équipement des producteurs agricoles pour booster les récoltes. On n'en attend pas moins de son successeur.

La rédaction

AIAF 2014, UNE ANNÉE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE

L'organisation des Nations-Unies depuis 1959 place chaque année sous un thème ; l'année 2014 a été dédiée à l'agriculture familiale. Pour célébrer cette année, des activités ont été menées. Le Burkina, à l'instar de nombreux pays, a mis l'agriculture familiale au sein des priorités. Au terme de cette année quel bilan peut-on faire au regard des objectifs de l'année, quelle place l'agriculture familiale occupe-t-elle au Burkina Faso ?

En déclarant 2014 Année Internationale de l'Agriculture Familiale, les objectifs premiers étaient de faire connaître l'importance des exploitations paysannes familiales et de dégager des perspectives de développement pour les exploitations paysannes familiales. Il faut d'abord rappeler que cette année est la première qui émane de la lutte des organisations de la société civile (forum mondial) qui voulaient redonner de l'élan à cette agriculture qui était mise de côté. C'est donc avec un réel engouement que dès l'annonce de cette célébration les différentes structures de la société civile se sont organisées pour en faire une réussite. En effet, l'Asie et l'Afrique ont été les premiers continents à se doter de comités nationaux de soutien à l'AIAF ; le Burkina a mis en place le premier comité de pilotage en Afrique le 28 Novembre 2012, composé de 08 organisations que sont : la Confédération Paysanne du Faso (CPF) qui assure la présidence du comité, la Fédération Nationale des Organisations Paysannes (FENOP), l'Union Nationale des Pêcheurs, l'INADES-Formation Burkina qui assure le secrétariat technique, le Centre d'Etude Social en Afrique de l'Ouest (CESAO), la Plate-forme d'Action à la Sécurisation des Ménages Pastoraux (PASMEP), la Chambre Nationale d'Agriculture et la Ligue des Consommateurs du Burkina. Le comité avait pour missions de promouvoir l'agriculture familiale, la faire reconnaître à sa juste valeur et d'influencer les politiques et stratégies nationales pour son développement ; de soutenir les agriculteurs familiaux en renforçant leur capacité d'analyse des politiques en leur faveur et à prendre position dans le respect de leur autonomie et de leur souveraineté et enfin de promouvoir diverses formes de recherche, de technologie et de connaissances locales en matière de développement rural durable et à les diffuser.



© Stefania Daini



© Alexandra Melle

Au regard donc de l'importance de l'agriculture au Burkina, plus particulièrement de celle familiale, et des missions assignées au comité, il devenait impératif de trouver des actions fortes pour rehausser l'image de cette agriculture familiale. Le comité de pilotage a instauré et exécuté des actions d'envergure avec des partenaires comme OXFAM dans la Campagne « CULTIVONS » ; il s'est agi en particulier des ateliers de partage et des caravanes où les paysans ont pu être au parfum des enjeux de l'agriculture familiale, des prix décernés en passant par des participations à des forums de réflexions sur le développement de l'Agriculture Familiale. Le bilan

semble donc satisfaisant, bien que la situation socio-politique ait empêché la réalisation et l'on ne peut que s'en réjouir. Toutefois, il demeure des lacunes et des manquements. Au plan national, le bilan qui peut être fait est que, des nombreuses actions entreprises, bien que les premiers concernés en l'occurrence les paysans aient été impliqués, il aurait fallu qu'ils occupent la première place durant cette année.

Cela aurait sans doute permis de faire prendre conscience au plan national que cette lutte est la leur, que chaque paysan du Burkina entend au travers de sa petite exploitation contribuer au développement du Burkina. Il faut aussi noter que l'implication des autorités laisse à désirer, l'agriculture familiale n'a pas été au cœur des discussions et des politiques adoptées, et aucune activité d'envergure n'a été faite pour marquer d'une pierre blanche cette année ; cela pourrait sans doute être imputable à la situation socio-économique qu'a traversé le Burkina. Cette situation que le Burkina vit d'ailleurs aujourd'hui pourrait mettre en péril les acquis sur le plan institutionnel de l'agriculture familiale. Il convient donc d'interpeller les dirigeants pour que ce pan de l'agriculture, qui du reste est le principal secteur d'activité, soit intégré dans toutes les stratégies de développement. Une année donc s'achève où le petit paysan et son exploitation ont occupé la première place, des acquis ont été notés, mais le plus dur reste à venir. Comment faire prendre conscience à notre société qui pense aujourd'hui que cette agriculture qui a nourrit des générations n'est plus en adéquation avec notre époque ? Quelles stratégies adopter pour que le petit paysan puisse s'inscrire dans le jeu commercial tout en préservant ses terres et sa culture ? De nombreuses inquiétudes doivent être intégrées aujourd'hui dans les stratégies, c'est donc dire que la promotion de l'agriculture familiale doit demeurer en première ligne dans les plans des OSC, des politiques mais aussi et surtout des producteurs qui doivent porter haut le flambeau de l'émergence de l'agriculture familiale.



© FENOP

Pour la FENOP,
Elisabeth TANKOANO

La FENOP
vous souhaite une belle année 2015 !!

Santé, sérénité, succès

*Tous ensemble pour la promotion de l'agroécologie
et la défense des exploitations familiales*

TENKODOGO À L'HEURE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Dans le cadre de la célébration de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), et dans le but d'informer et d'échanger avec les autorités locales, les organisations paysannes et les organisations de développement, le Comité National de pilotage de l'année internationale de l'agriculture familiale a entrepris une tournée dans les régions du Burkina Faso. Le comité a ainsi marqué son deuxième arrêt dans la Région du Centre-Est, après la Région du Centre.

La ville de Tenkodogo a accueilli le 15 octobre dernier le Comité National de pilotage de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale au Burkina Faso pour un partage d'information et un échange sur la célébration de l'année de l'agriculture familiale et sur la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Cette rencontre qui a réuni les différents acteurs du secteur agricole de la Région du Centre-Est a été présidée par M. Ousmane Traoré, Gouverneur de la dite Région.



M. Ousmane Traoré, Gouverneur de la Région du Centre-Est

Cette rencontre a été ponctuée par trois communications. La première communication a porté sur l'historique de la campagne de plaidoyer de la société civile jusqu'à la déclaration des Nations Unies de l'AIAF. Elle a permis de présenter la dynamique engagée par la société civile Burkinabé dans tout ce processus. La deuxième communication a fait le bilan de la campagne de plaidoyer sur le financement de l'agriculture : « Où sont passés nos 10% ? ». Cette communication a débouché sur les conclusions des chefs d'Etats africains lors du sommet de l'Union Africaine en juin 2014 et leurs implications pour notre pays. Quant à la troisième communication elle décrit l'initiative du G8 avec certains Etats Africains dont le Burkina Faso. Il s'agit de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition et une analyse de ses implications sur le secteur agricole en général et sur les exploitants familiaux en particulier au Burkina.

Au terme des différents échanges, les participants ont fait plusieurs recommandations, notamment :

- ⊗ Plaider pour un investissement public dans l'agriculture à petite échelle et dans les besoins vitaux des femmes ;
- ⊗ Analyser le budget et faire des propositions de répartition claire du budget avec le retour des services d'encadrement des producteurs ;
- ⊗ Inciter les exploitants familiaux à conserver et à sécuriser leurs exploitations ;
- ⊗ Militer pour la création d'un haut conseil national de l'agriculture en y impliquant tous les réseaux des organisations paysannes existants, doté d'un secrétariat permanent.



Une vue des participants à l'atelier

Cette tournée a été très appréciée par les acteurs de la Région qui ont émis le souhait que cette activité de valorisation de l'agriculture familiale ne s'arrête pas en si bon chemin. Le comité de pilotage a promis de suivre les différentes recommandations issues des travaux de l'atelier.

Après cette rencontre, le comité de pilotage de l'AIAF/Burkina mettra le cap sur la ville de Bobo-Dioulasso où aura lieu la prochaine rencontre d'information et de partage avec les acteurs de la Région des Hauts Bassins.

Le comité de pilotage AIAF/Burkina Faso
Seydou Konate,

Sociologue/Communicateur, Chargé de Média
et de plaidoyer
Volontaire Inades-Formation /AIAF

RIZ LOCAL : HAUSSE DU PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR

Le 3ème Forum National sur la commercialisation du riz au Burkina Faso s'est tenu, les 4 et 5 décembre 2014 dans la salle de réunions du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire (MARHASA). Il avait entre autres pour objectifs de faire le point des activités de la filière et surtout de fixer le prix du riz paddy.

Cette année, le prix-plancher du kilogramme de paddy est arrêté à 150 FCFA. Soit une progression de 7 % par rapport à 2012. Il est le fruit d'un consensus entre les participants au Forum. La tonne de paddy sera



vendue à 150 000 FCFA contre 140 000 FCFA précédemment. Les producteurs connaîtront un léger mieux en terme de revenus, 10 francs par kilogramme. Le prix au consommateur du kilogramme est actuellement de 375 FCFA. Avec cette hausse du prix plancher au producteur, il risque d'être revu légèrement à la hausse.

Les négociations n'ont pas été simples. Certains acteurs ne sont pas totalement satisfaits de ce prix, comme ce producteur de la Vallée du Kou qui espérait 200 F/kg. Dans les coulisses, on explique que ce consensus tient compte des autres acteurs de la filière (décortiqueurs, étuveuses, commerçants...) afin de ne pas alourdir le prix au consommateur.

Le riz local est une priorité du Gouvernement qui, ces dernières années, a mis d'importants moyens pour développer la production en soutenant les producteurs en intrants et en matériels divers. Par rapport à la saison dernière, les estimations de la récolte de 2014 annoncent 327.211 tonnes, soit une augmentation de 7,15 %.

Au niveau du prix au consommateur, il faudra patienter encore quelques jours. Le Forum n'a rien décidé. Ou plutôt il n'a pas eu le temps de l'aborder convenablement. Il s'agit notamment du prix du riz étuvé où interviennent principalement les femmes et de celui du riz décortiqué. Cette prérogative reviendrait au Ministère du Commerce et de l'Artisanat par l'entremise d'un arrêté. En attendant, les parties se sont donné rendez-vous cette semaine, le temps d'affiner les calculs. Il s'agit pour les transformateurs d'inclure leurs charges à partir du prix-plancher. Ils retrouveront les techniciens du Ministère du Commerce, ceux de l'Agriculture et des Finances afin de fixer un prix définitif.

Si on s'en tient à ce prix-plancher en augmentation de 7%, il faut s'attendre à ce que le prix du kilogramme au consommateur suive cette tendance. Il s'agira pour les parties prenantes d'en déterminer la proportion.

L'enjeu est important car la relance de la filière se joue dans la structure du prix du riz local. Entre le prix d'achat rémunérateur exigé par les producteurs, la marge des transformateurs, la céréale doit résister à la concurrence du riz importé, en jouant sur ses coûts de production et ses rendements, si elle veut maintenir sa percée actuelle.

Mais la promotion du riz local est un exemple de réussite. Le Gouvernement a mis les moyens nécessaires, ainsi que les ONG, les organisations paysannes ont fait le reste. La production croît en qualité et en quantité. C'est cette dynamique qu'il faut savoir maintenir. Cela passe nécessairement par une meilleure maîtrise des coûts de production à un moment où on observe, au niveau mondial, la baisse des prix des produits agricoles. Il s'agit pour le riz local de suivre cette tendance s'il veut rester compétitif. Les consommateurs vont vraisemblablement déboursier un peu plus pour l'acquérir. Le sac de 25 kg se négocie actuellement entre 9.000 et 10.000 FCFA.



Abdoulaye TAO,
avec le soutien de l'Union Nationale des Producteurs de Riz du Burkina (UNPRB)

Source : L'Economiste du Faso

VISITE DE LA FERME ECOLE AGRO-ÉCOLOGIQUE DE L'APAD A RÉO

C'est dans la province du Sanguié que l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable a créé en 2013 une ferme pilote en agro-écologie. Nous vous proposons une visite de ce superbe site dédié à des cultures respectueuses des hommes et de l'environnement. Notre guide se nomme Sam Tokoro BACYE.



Je suis Sam Tokoro BACYE, je suis animateur en agro-écologie. J'ai suivi la formation organisée par Terre et Humanisme en 2011. Après cette formation, j'ai essayé de toucher les amis qui étaient aussi dans la terre, et nous avons créé l'association APAD Sanguié. Pour l'instant l'association agit au niveau provincial, avec un programme cofinancé par notre partenaire Terre et Humanisme, mais nous donnons aussi des formations au niveau national, voire dans la sous-région. L'association a deux objectifs, premièrement c'est de vulgariser, de partager les connaissances dans le domaine de l'agro-écologie avec les paysans, de même sensibiliser les consommateurs, et deuxièmement, c'est de faire de la démonstration de ce que nous apprenons aux paysans, parce que la majeure partie des paysans veut voir avant de croire !

Donc en avril 2013, nous avons eu à mettre en place cette ferme-école. Elle a un hectare de périmètre, mais comme l'agro-écologie ne touche pas à un seul domaine, nous avons essayé de parceller ça en plusieurs espaces pour pouvoir faire de la démonstration de tout ce qui rentre dans le cadre de l'agro-écologie.

Quand on parle d'agro-écologie, on parle d'arboriculture. Ici, c'est la production de moringa, qui comme vous le savez, est une plante très riche, qui a beaucoup de vertus, donc nous essayons d'en faire la promotion auprès des femmes et des paysans pour qu'ils le cultivent. Il y a plusieurs façons de le faire, si c'est pour la production de graines, qui soignent aussi beaucoup, il faut les espacer énormément, mais là c'est pour la production de feuilles et de fleurs, donc on les met à un mètre de distance, et c'est alimenté par un système goutte à goutte. De l'autre côté ici, ce sont des anacardes, des goyaviers, des tamariniers. Au pied des tamariniers, vous allez voir des bidons Laafi que l'on recycle, on les découpe sur le dessus et on les perce, on les place au pied des tamariniers de manière à irriguer de façon lente au pied de la plante et économiser l'eau. Mais également, tous les pieds des arbres ont été paillés. Et en attendant que les arbres arrivent à

grande maturité, dans 4 à 5 ans, et vu que notre espace est limité, nous l'utilisons pour la production de semences, ce qui est la base même de l'autonomie en agro-écologie. Donc cet espace est dédié à la production de semences potagères. La semence céréalière ne

présente pas de grand enjeu pour l'instant parce que la majorité des paysans gardent les semences pour resse-



mer les années à venir, mais au niveau de la semence potagère, presque tout est payé au marché, sauf pour l'aubergine locale ou le gombo, mais pour le reste, le poivron, la tomate, la carotte, etc. tout est payé au marché, et tout est hybridé ! Il n'y a pas de semences bio. Elles sont produites généralement en France, à Taïwan, en Chine, mais avec ces semences, ils sont obligés d'en repayer tout le temps.

Toutes ces variétés viennent du Mali, du CAPROSET, qui est le Centre Agro-écologique de Production de Semences Tropicales, qui est à ma connaissance le seul centre de production de semences agro-écologiques d'Afrique de l'Ouest. Donc on a voulu créer une petite CAPROSET Burkina, voilà pourquoi nous avons commencé avec la production de semences. Sur les lignes des arbres, nous avons planté de la citronnelle, comme lutte répulsive, pour chasser les insectes, et après nous avons planté de la salade, au pied des citronnelles, pour profiter de l'arrosage de la citronnelle et pour



que cela ne soit pas une perte. Ainsi, on arrose à la fois les arbres, la citronnelle et la salade.

Il y a plusieurs formes de luttres de façon préventive, il y a la lutte biologique par des plants répulsifs, soit en attirant des prédateurs de ravageurs. Par exemple dans un espace où il y a beaucoup de termites, on peut verser des os, pour attirer les fourmis, qui à leur tour mangeront les termites ; il y a la lutte agronomique, qui débute par la sélection même des semences, le choix des bonnes semences, le respect des périodes de culture, la densité dans le poquet, etc. Et il y a la lutte curative, par exemple avec l'huile de neem, les feuilles de tabac, etc.

Quand on parle d'agro-écologie, on parle aussi de gestion des ressources naturelles, cela implique donc la gestion économe de l'eau, c'est pour cela que toutes les planches sont paillées. Il y a des légumes qui n'aiment pas le paillage, comme la carotte, mais pour les autres on essaie de maximiser le paillage et le compost, pour pouvoir garder l'humidité.

Ici c'est un espace dédié à l'élevage, mais pour l'instant c'est le seul domaine où je peux dire qu'on n'est pas autonome. On avait quelques poulets, mais il y avait des animaux sauvages qui les tuaient, donc pour le moment je les ai amenés à la maison. Mais le projet qui est en cours c'est de mettre des cochons et de la volaille pour avoir du fumier conséquent. Pour l'instant on paie le fumier avec les paysans et ça nous coûte un peu cher.



A partir d'ici, c'est un espace de démonstration. Voici des demi-lunes, ce sont des creux en forme de cuvettes qui sont faites de façon

perpendiculaire à la circulation de l'eau, de sorte que si l'eau arrive, elle reste à l'intérieur, et l'eau qui s'échappe se retrouvera dans une autre demi-lune parce qu'elles sont disposées en quinconce. Leur diamètre est de 4 mètres et l'espacement est de 4 mètres aussi, elles sont adaptées aux grands espaces. On conseille de récolter et de laisser la tige à hauteur de 50 cm du sol, cela permet de lutter contre l'érosion et du vent et de l'eau. Là-bas ce sont aussi des demi-lunes mais la différence c'est qu'elles sont collées carrément. C'est pour ceux qui n'ont pas assez d'espace, pour les champs qui se situent près des familles, qui sont généralement des petits champs, mais le diamètre est de 4 mètres également. Et ici ce sont les demi-lunes maraîchères, donc le diamètre est de 2 mètres



seulement, et elles sont rapprochées, c'est une technique qui permet de récupérer surtout l'eau de pluie. On met du compost à l'intérieur. Ici on met un quart de brouette de compost, par contre pour les demi-lunes céréalières, on met une brouettée de compost par demi-lune.

Il y a donc plusieurs modèles de planches en agriculture, c'est-à-dire des aménagements que l'on fait dans la terre pour planter. Ici ce sont des planches en sillons, et le but de cette planche est de maximiser l'économie de l'eau, c'est une



planche qui est en forme de fosse de 20 cm de profondeur, qui peut prendre

la longueur voulue, et à l'intérieur de la planche, on va mettre du compost sur une petite hauteur de 5 cm, ensuite on ajoute de la paille à hauteur de 10 cm, et on ajoute du compost au dessus de la paille. Ensuite on taille les abords de la planche et on couvre le compost avec de la terre. Donc on peut voir le dessus avec une allure très sèche, mais en dessous, le fait qu'il y ait le compost et la paille permet de stocker l'humidité. Mais cela n'empêche que l'on puisse pailler encore le dessus de la planche pour maximiser encore plus l'économie d'eau. Et vous allez voir qu'au niveau des abords du grillage on a planté des nimiers, des acacias, il y a aussi du moringa, tout ça c'est pour lutter contre l'érosion éolienne. Cela permet de moins assécher les planches.

Ici ce sont d'autres modèles de planches. Ici ce sont des planches dogons, un modèle qui vient du Mali, adaptable sur un sol de rochers ou caillouteux qu'on ne peut même pas exploiter, ou même sur une véranda, il suffit de faire une murette en banco, puis on envoie de la terre à l'intérieur. Donc pour cette planche, on a mis de la terre puis des coques d'arachide, comme paillage, avant de mettre le compost et de recouvrir de terre et pailler au dessus. Et ici, on a mis de la sciure de bois après la terre, puis du compost et paillé aussi. Donc c'est pour dire qu'on peut produire où que l'on soit. Mais aussi, pour les personnes âgées, ils peuvent davantage monter ce mur là, pour ne plus avoir à se courber ou faire trop d'efforts pour cultiver.





Ici ce sont des planches kokologho, qui sont adaptées pour la culture de tomates surtout, ou pour de l'aubergine, cela empêche les graines de toucher directement le sol humide.

Ici ce sont des planches hors sol. On essaie de récupérer des sacs, dans lesquels on mélange de la terre avec du compost, et au milieu on met un tuyau dans lequel on met des cailloux, comme ça on arrose dans les cailloux et ça

humidifie. Cette planche est déplaçable, on peut l'amener où on veut. Et ici ce sont des planches à seau perforé, où on utilise un vieux bidon ou un vieux seau en plastique perforé qu'on plante dans la terre, et on mélange de la terre et du compost qu'on met tout autour, on fait le repiquage de plants autour et on arrose ensuite dans le seau et cela arrose tout seul progressivement.



Ici ce sont des planches butte Morez. Imaginé par Robert Morez, un des grands agro-écologistes, comme Pierre Rabhi. La technique qu'il a démontré c'est de faire une grosse fosse de 60 cm de profondeur, dans laquelle on va mettre assez de bois mort, et



après on va mettre des tiges de mil ou de l'herbe au dessus, et on recouvre avec la terre. Normalement ça sort en forme de butte, mais notre situation n'est pas la même que la situation française, où il y a plus d'humidité. Il y a d'autres qui l'appellent la planche « pain de terre », parce que c'est en forme de gros pain. Mais au dessous, le fait qu'il y ait assez de bois, ça fait que l'eau se stocke dans la fosse et qu'après une pluie, il n'y a même plus besoin d'arroser, car entre le bois et la terre, il y a de l'air qui circule, donc les racines longent le bois jusqu'à flotter sur l'eau, ça fait que la terre est meuble au dessus et que la production est excessive, sans avoir besoin d'arroser tout le temps.

Toutes les planches ne sont pas adaptables en tous lieux, voilà pourquoi, étant dans une ferme pédagogique,

on essaie de faire toutes les sortes de planches que nous connaissons pour que chacun trouve ce qui lui convient.

Et ici, c'est notre espace fétiche, pour la production du compost. Donc c'est la base de notre toute pratique agro-écologique, c'est la nourriture de toutes les plantes. Donc ici, normalement c'est chaque 15 jours qu'on produit le compost, donc on fait un retournement, on fait un montage, on fait un retournement, on fait un montage.

Comme ça on a du compost en permanence. On utilise que des matières végétales et animales : le fumier, les plumes, les os calcinés, l'herbe, les feuilles d'arbres, les fanes d'arachide, les restes des récoltes, la cendre, l'argile, le sable, les feuilles de neem, pour que le compost soit en même temps un traitement. Et quand on vient, avant de faire le montage, on verse chaque matière séparément dans les poquets, les fosses qui sont ici, et on les humidifie la veille ou deux jours avant le montage.



Pour lire l'intégralité de cet entretien, consultez le site : www.fenop.org/

Propos recueillis par Alexandra MELLE
Crédit photos : Alexandra Melle

FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Alexandra MELLE
Abdoulaye TAO
Amadou KIENTEGA

